

tion. Une réponse négative à une demande en bonne forme aurait pu causer un différend entre les deux pays au préjudice de l'Empire. Mais le gouvernement britannique procéda d'autre façon. Ils nous demanda ce que nous pensions de leur projet et de ce qu'il comptait faire. Nous répondons que nous nous y opposons, et le Gouvernement annonce au Parlement qu'il n'y a pas eu de demande. Pouvons-nous désormais nous fier à un tel régime?

La demande ne saurait être plus précise. Et pourtant le Gouvernement a non seulement nié qu'on ait rien demandé, mais quand j'ai voulu entamer la discussion sur ce sujet, le premier ministre m'a fait savoir par l'honorable leader de cette Chambre que ni le Sénat ni le Parlement n'avaient à s'occuper de l'attitude du gouvernement quant à cette demande. Cela signifiait que le Gouvernement pouvait cacher au Parlement ses décisions au sujet d'une politique d'où dépend notre vie, et que nous n'avions nul besoin de connaître le résultat des pourparlers entamés afin de définir dans quelle mesure nous étions préparés. Ceux qui ont affirmé ces choses gouvernent aujourd'hui et dirigent notre guerre; ils veulent nous faire croire qu'ils collaborent étroitement avec le gouvernement britannique et qu'ils interprètent sa volonté. C'est à ce régime que dans les heures les plus sombres que nous ayons eu à traverser il nous faut nous soumettre. Quand j'ai voulu connaître avec qui on avait commencé ces pourparlers, on a refusé de me communiquer ces renseignements. C'est la coutume en Allemagne de prendre des décisions au sujet de politiques d'intérêt vital sans consulter le parlement. En serait-il de même ici.

Quelles sont les conséquences de ce refus? La première est de détruire la confiance dans notre gouvernement. Nous ne pouvons plus croire à ses réponses au sujet de ce qui intéresse le Parlement au plus haut point. La deuxième conséquence est un retard de deux ans à mettre au point l'arme essentielle qui doit nous sauver ainsi que les Alliés. Et cela au nom de la souveraineté du Canada! "Mais", nous dit-on, "il leur fallait seulement quelques hommes." Je ne sais pas au juste combien ils en voulaient, ni de quelle façon ils pourvoieraient à leur entraînement, mais je reconnais le sens et la justice de cette demande, et je suis certain que si l'occasion s'était présentée nous aurions su nous élever à la hauteur de la tâche et faire face au danger. Mais nous avons fermé nos portes à nos amis qui voulaient préparer la défense aérienne de notre pays et du leur. Quel bilan! Qui donc, en ce Dominion, se préoccupe de savoir si nos hommes sont entraînés par des officiers

d'Angleterre ou d'ici, s'ils sont suffisamment entraînés et si notre nation peut être sauvée? Personne au Canada n'ignore que nous ne sommes pas suffisamment outillés pour l'entraînement d'aviateurs et qu'il faudra des mois et même des années avant que nous le soyons. Mais nous n'avons pas pensé au danger; nous avons songé seulement à notre souveraineté. Voilà notre gouvernement. Ah, quand les Alliés ont été défaits en Norvège à cause du manque d'avions, l'homme qui aurait dû démissionner ne se trouvait pas en Grande-Bretagne mais ici même au Canada.

Un honorable SÉNATEUR: Honte.

L'honorable M. HUGESSEN: Quelle absurdité!

Le très honorable M. MEIGHEN: Oh, je m'attendais à quelque chose de ce genre de la part de l'honorable sénateur. Je l'épiais. Jamais faute plus grave a-t-elle été commise contre la sécurité du pays. Personne ne sait ce qu'aurait pu devenir notre force de l'air si nous avions su accueillir notre associé dans un esprit de collaboration au lieu de nous laisser influencer par la crainte de voir le Canada perdre une parcelle de souveraineté.

L'honorable M. DANDURAND: Le très honorable sénateur est tout à fait injuste dans ses conclusions, ainsi que je le lui démontrerai lorsque je prendrai la parole.

Le très honorable M. MEIGHEN: Je le souhaiterais, mais je sais que vous ne le pouvez pas.

L'honorable M. DANDURAND: Nous verrons.

Le très honorable M. MEIGHEN: Nous sommes associés, ou nous ne le sommes pas. S'il ne nous est pas possible de faire confiance à la Grande-Bretagne en ce qui touche la commune défense du territoire, autant vaudrait dissoudre l'Empire.

L'honorable M. DANDURAND: Le très honorable sénateur parle-t-il de 1938?

Le très honorable M. MEIGHEN: Oui. Je sais que je ne me reporte que deux années en arrière jusqu'à présent. Je ne suis pas du tout certain que nous n'ayons perdu que deux ans.

L'honorable M. DANDURAND: Nous n'avons pas perdu trois mois.

Le très honorable M. MEIGHEN: On nous dit aujourd'hui que nous aurons 169 pilotes en novembre prochain et nous n'avons pas même perdu trois mois.

L'honorable M. DANDURAND: Parfaitement.

Le très hon. M. MEIGHEN.